

La lettre de votre député FRANCK MARLIN

Février/mars 2016

2^e circonscription de l'Essonne

Défendre notre territoire, ses habitants, c'est pour moi le plus important

L'action publique n'a de sens que si elle apporte des solutions, du concret dans la vie de tous les jours.
C'est mon intime conviction.

Depuis 20 ans, depuis que vous me faites confiance pour porter avec Bernard Bouley, mon suppléant, votre voix à l'Assemblée nationale et auprès des autorités publiques, je n'ai cessé d'être fidèle à cet engagement.

En 20 ans, nous avons tissé une histoire commune. De nos rencontres, de notre travail qui s'est porté sur tous les âges, des liens de proximité, d'amitié aussi, se sont créés entre nous.

Ils ont donné de la force à mes interventions et propositions de loi. On ne défend bien que ce que l'on connaît bien.



Cela nous a permis de faire bien souvent la différence. D'être considérés dans nos combats. D'être reconnus dans notre légitimité à agir.

Comme vous, je crois aussi que bien des erreurs auraient pu être évitées ces dernières années si les plus hautes autorités de notre pays avaient prêté une oreille attentive à ce qui se dit et se vit dans nos villes et villages de France.

Faire preuve de pragmatisme, rassembler les bonnes volontés pour défendre l'intérêt général, être respectueux de la parole donnée, voilà donc ce qui a toujours été le sens de mon action à votre service.

Voilà ce dont témoigne ce nouveau document d'information.

Nous partageons les mêmes convictions. « L'avenir, il ne faut pas le promettre. Il faut le permettre ! »

Un parler vrai qui rassemble et qui nous ressemble

La France affiche aujourd'hui de bien tristes records. En 4 ans, le chômage a augmenté de 22 %, celui des jeunes a atteint le niveau inquiétant de 25 %. Le sentiment d'insécurité a très largement progressé. Notre pays est devenu le vice-champion du monde des prélèvements obligatoires. 8 Français sur 10 ont été frappés par le choc fiscal et le cumul des nouveaux impôts et taxes créés depuis 2012. Les classes moyennes, les retraités, les familles ont ainsi été les plus fortement pénalisés. Que dire des collectivités locales soumises à une baisse des dotations d'Etat sans précédent et à qui l'on demande de financer des réformes décriées par tous comme celle des rythmes scolaires qui fatigue les enfants et qui coûte très cher !

Tout au long de ces années, je n'ai cessé de combattre les décisions injustes qui se sont multipliées que ce soit au niveau national, régional ou départemental et d'alerter sur leurs conséquences. J'assume ces prises de positions et ce discours de vérité.

On en a marre du matraquage fiscal et de toutes ces mesures qui ne prennent pas en compte les préoccupations des Français !



Parler vrai même si cela dérange

À force d'occulter les réalités, elles reviennent souvent comme un boomerang à ceux qui font semblant de ne pas les voir.

Notre société est depuis des années traversée par une grave crise, économique, sociale, institutionnelle... Pourtant, certains des problèmes étaient prévisibles. Des réponses auraient pu leur être apportées avec un peu de volonté et de courage.

Etant au plus près des réalités quotidiennes, j'ai souvent été amené à faire des propositions qui allaient à contre-courant des pensées dominantes et bien pensantes. Elles m'ont valu parfois des critiques. Comme en 2009. J'avais été le seul parlementaire de la majorité de l'époque à voter contre la loi de finances qui allait pénaliser, quatre ans plus tard, nos Aînés. J'avais raison.



Cela fait des années que le député-maire d'Étampes dit haut et fort que le premier des devoirs de notre République est d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

La France est un État de droit. Ses citoyens ont des devoirs. On ne s'en prend pas impunément aux personnes et aux biens. On n'occupe pas une propriété sans titre. On respecte la loi, qui doit être la même pour tous. Il ne peut y avoir de sentiment d'impunité pour les auteurs d'incivilités, de délits, de crimes. La Justice doit se montrer ferme et non laxiste.

C'est pourquoi, parmi les nombreuses propositions de loi déposées par Franck Marlin, il avait notamment demandé :

» Dès 2004, la création d'un Observatoire de la Justice, et aussi co-déposé

une proposition de loi visant à rétablir la peine de mort pour les terroristes.

» En 2006, il avait déposé un amendement visant à la déchéance de la nationalité française pour les délinquants auteurs de crime contre la République et les valeurs de la démocratie.

» En 2009, il s'était battu pour la suppression des réductions de peines de prison dites « automatiques », et l'exécution réelle des peines prononcées.

Des mesures que beaucoup réclament aujourd'hui pour lutter contre le terrorisme qui frappe notre pays.

Franck Marlin a aussi proposé la suppression des allocations familiales dont l'enfant est parti faire le Jihad et la déchéance de nationalité pour les proches complices. ■

Soyons fiers de nos valeurs

Votre député aura été le premier parlementaire à déposer, en 2004, une proposition de loi constitutionnelle visant à ajouter la « Laïcité » à notre devise nationale. Il avait même fait apposer un blason tricolore comportant l'inscription « Liberté, Égalité, Fraternité, Laïcité » devant chaque bâtiment municipal de sa commune.

Le Préfet de l'Essonne, à l'époque, avait sommé la Ville d'Étampes de les retirer sous peine de suspendre le Maire de ses fonctions...

11 ans plus tard, c'est au tour du président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, et du président du groupe des députés Radicaux de gauche, René-Gérard Schwartzberg, de se ranger derrière



la proposition de loi du député de la 2^e circonscription de l'Essonne.

En effet, la laïcité garantit la liberté de conscience de tous considérant que chacun est libre de croire ou de ne pas croire. Elle permet aussi la libre expression de ses convictions, dans le respect de celles d'autrui et

dans les limites de l'ordre public.

Ce principe fondateur doit être applicable partout avec la même force ! A l'école, à l'hôpital, dans les entreprises, à la piscine, dans les services publics...

Dans tous ces lieux, la Laïcité doit s'imposer à tous. Elle est une des valeurs essentielles de la France. Elle a construit l'histoire de France. Elle doit être le socle de son avenir. ■

Un plan vigibanlieue pour restaurer l'ordre public



Marseille, Calais... ces derniers mois, et comme le veut une très grande majorité

d'habitants et de citoyens, des élus de droite, tel que le nouveau Président de la Région des Hauts de France, ou de Gauche comme la Sénatrice PS, Samia Ghali, ont repris la proposition de Franck Marlin, formulée en juin 1998.

Face à des situations de non droit et d'exception, le député de la 2^e circonscription exigeait la mise en place d'un plan « Vigibanlieue ».

À l'instar du plan Vigipirate, il permettrait de mobiliser l'ensemble des forces de l'ordre, y compris les forces armées, placées sous l'autorité des préfets. Il est en effet insupportable que dans certains lieux de la République, policiers, gendarmes, sapeurs-pompiers, médecins, infirmières... soient interdits de séjours !

L'autorité de l'État doit permettre aux honnêtes citoyens de vivre sereinement.

Attention danger de pénurie de médecins et d'offres de soins

« **S**eules des mesures réellement incitatives et la mise en œuvre d'une politique ambitieuse et prévoyante, en totale rupture avec une santé publique trop longtemps déclinée sur une seule vision comptable, permettront de lutter contre la pénurie de médecins et de professionnels de santé libéraux observée actuellement. »

» C'est en ces mots que Franck Marlin écrivait, en **octobre 2007**, à la ministre de la Santé.

Les faits lui ont donné raison. Les ministres successifs n'ont jamais pris la mesure de la situation à laquelle sont plus que jamais confrontés les habitants de notre territoire.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle votre député a toujours désapprouvé les différents projets de loi de financement de la sécurité sociale depuis 2007, à l'exception du PLFSS 2011.



Il avait été aussi l'un des seuls parlementaires de la majorité à voter contre le projet de loi portant réforme de l'hôpital en 2009.

Selon lui, il comportait des dispositions portant atteinte à l'offre des soins, aux conditions de travail des personnels

hospitaliers, et qui instaurent des franchises médicales pénalisant les plus faibles et les plus démunis.

» S'il n'a cessé d'alerter sur la problématique de la désertification médicale, au plan

national, Franck Marlin œuvre en revanche pour l'implantation de maisons médicales pluridisciplinaires au plan local. Il s'est ainsi engagé pour la mise en place d'un « contrat local de santé », s'est battu pour préserver les pharmacies dans de nombreuses communes ainsi que les services de la Sécurité Sociale indispensables pour les habitants. ■

Qu'ils arrêtent de toucher à l'école de la République



Cela fait maintenant 10 ans que Franck Marlin intervient auprès des ministres successifs de l'Éducation nationale pour faire supprimer le **dispositif ELCO**.

» Instauré en 1973 afin de « permettre aux élèves étrangers de mieux s'insérer dans le système éducatif du pays d'accueil, tout en maintenant des liens avec leurs racines et en préservant la pos-

sibilité d'un retour au pays », il n'a plus lieu d'être pour des enfants qui, dans leur grande majorité maintenant, sont nés en France.

Franck Marlin a toujours estimé que ces cours, imposés dans les écoles communales, encourageaient le communautarisme, ce qu'a reconnu le Haut Conseil à l'intégration (HCI) en 2013.

Aujourd'hui, les pouvoirs publics admettent enfin

qu'ils « ne correspondent plus aux attentes de la société française ».

» Il aura aussi fallu 10 ans pour que la loi traduise une attente forte des familles : **un service minimum d'accueil dans les écoles les jours de grève**. Une mesure que Franck Marlin avait créée en 1998, avant qu'elle ne soit rendue obligatoire en 2008.

» C'est d'ailleurs toujours pour répondre aux préoccupations des parents que **Franck Marlin a combattu les nouveaux rythmes scolaires**, source de désorganisation dans les familles et de fatigue chez les enfants, et qui, aujourd'hui, n'ont toujours pas fait leur preuve ! ■

« Cela semble toujours impossible jusqu'à ce qu'on le réalise »

Nelson Mandela

Ensemble, nous l'avons fait !

Suppression des aides municipales pour les parents de mineurs multirécidivistes

» En 1999, Franck Marlin décidait de supprimer les aides municipales facultatives aux familles de jeunes délinquants récidivistes et de nouveau condamnés par la Justice. Une mesure visant à responsabiliser les parents, décriée au départ, mais depuis très largement appliquée dans de nombreuses villes de France !

Responsabilisation des familles

» En 2001, Franck Marlin a été le premier Maire d'Île-de-France à prendre un arrêté pour interdire aux mineurs de moins de 13 ans non accompagnés d'un adulte, de circuler après 23 heures dans les rues. Un arrêté municipal qui, dans un premier temps, a fait l'objet d'un recours pour « atteinte à l'exercice d'une liberté individuelle » mais qui a été validé par le Conseil d'Etat. Depuis, cette mesure a été reprise partout.

Vidéoprotection et dispositif Voisins vigilants

» Déjà en pointe concernant les caméras de Vidéoprotection, votre député avait souhaité que ces équipements soient reliés par fibre optique, et non par transmission hertzienne. Un choix pertinent qui permet désormais de déployer des caméras en haute définition.

» En 2002, Étampes a été la première en Essonne à mettre en place le dispositif « Voisins vigilants » en zone police.

» En 2014, Elle l'a aussi été pour celui des « Agriculteurs vigilants ». Proposée par votre député en 2014, cette bonne idée a été reprise par le gouvernement au plan national.

Ensemble, exigeons de l'Etat le respect de ses engagements

Franck Marlin et ses collègues maires de Brières-les-Scellés, Morigny-Champigny et Ormoy-la-Rivière réclament la reconstruction du commissariat de la zone police d'Étampes. Ce projet était possible en 2009. Il ne l'a plus été en 2012... Les conditions de travail des policiers et d'accueil du public sont indignes d'un Etat de droit. Il y a désormais urgence à construire cet équipement.

→ **Jean-Claude REVEAU**, Maire d'Ormoy-la-Rivière :

« Nous travaillons avec Franck Marlin pour mettre en place un Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance. C'est dans l'intérêt général et de tous, comme ce nouveau commissariat d'Étampes. C'est ça être utile à nos populations. »

Un député utile qui travaille en équipe aux côtés des élus locaux

Plus de 2 millions d'euros.

C'est le montant des réserves parlementaires attribuées durant ces 20 ans aux communes qui en ont fait la demande.

Une aide financière qui a toute son importance, notamment dans les domaines qui ne bénéficient pas de subvention comme pour la sécurité routière.

Une aide concrète qui a permis de façonner le territoire, de le doter d'équipements publics, de le rendre plus agréable à vivre.

Agissant en toute transparence, votre député publie chaque année la liste des projets subventionnés sur son site Internet.

En voici quelques exemples.

Ce sont les élus locaux qui témoignent le mieux de l'utilité de ce soutien !

→ **Fabien KEES, Maire de Dannemois :**
« Notre député partage nos priorités. Il a toujours été là pour lutter contre les nuisances des couloirs aériens comme pour soutenir le développement économique. J'ai fait appel à lui pour acquérir du matériel et du mobilier pour ma commune. Il a répondu présent. »

→ **Jean-Louis CHANDELLIER, Maire de Brouy :**
« Face à l'urgence de travaux à réaliser sur notre réseau d'eau potable, nous avons eu le soutien immédiat de Franck MARLIN. Grâce à lui, tout est rentré dans l'ordre. »

→ **Sabine FURMAN, Maire de Mespuil :**
« Grâce à notre député, la réfection du mur de notre cimetière a pu être financée à 50 %, ce qui est considérable pour les finances de notre village. »

En 2016, ce sont les communes de Abbéville-la-Rivière, Angerville, Baulne, Chalou-Moulineux, Congerville-Thionville, Dannemois, Estouches, La Ferté-Alais, Mondeville, Nainville-les-Roches, Orveau et Saclas... qui bénéficieront de cette aide.

»» Notre cadre de vie, on y tient, on le protège.



Décembre 2009. Un territoire qui parle d'une même voix. Plus de 70 élus locaux de la circonscription, des parlementaires de gauche comme de droite, unis autour de votre député, pour dire Non aux projets portant atteinte au cadre de vie et à l'environnement.

Saint-Hilaire



Réhabilitation de l'ancienne mairie-école.

Morigny-Champigny



Aménagement du parc de Saint-Périer.

Chalou-Moulineux



Nouvelle aire de jeux pour les enfants.

Ormoy-la-Rivière



Création d'un columbarium et rénovation de la place de l'église.

Syndicat intercommunal des 4 rivières



Construction d'une pépinière d'entreprises artisanales.

Saclas



Construction d'un centre de loisirs relais maternel et d'un bureau de poste.

Pussay



Revêtement du sol au terrain de tennis.

St-Cyr-la-Rivière



Nouvelle chaudière pour l'école et la mairie.

Vert-le-Petit



Construction du centre technique municipal.

Echarcon



Mise en sécurité des abords de l'école.

Mennecy



Restauration du théâtre et de la bibliothèque.

Fontenay-le-Vicomte



Rénovation de la piste cyclable.

Auvernaux



Installation de radars pédagogiques.

Issy-le-Cutté



Rénovation de la cour de l'école.

La Ferté-Alais



Construction d'une maison de la Petite Enfance.

Champcueil



Rénovation de la mairie et du foyer rural.

Nainville-les-Roches



Construction d'une cantine scolaire.

D'Huisson-Longueville



Construction du groupe scolaire.

Valpuiseaux



Rénovation des sanitaires de l'école élémentaire.

Videlles



Mise en sécurité de l'église.

Dannemois



Réhabilitation du terrain de loisirs.

Etampes



Construction de la Maison de Quartier de Saint-Michel.

Boutigny-sur-Essonne



Bassin d'eaux pluviales.

Moigny-sur-Ecole



Construction d'un terrain multisports.

Milly-la-Forêt



Construction d'une maison rurale pour personnes âgées.

Maise



Réalisation d'un Club house.

Gironville-sur-Essonne



Réalisation d'aménagements de sécurité près de l'école.

Oncy-sur-Ecole



Réfection de la toiture de l'église.

Bois Herpin



Construction d'un groupe scolaire.

Brouy



Réhabilitation de la sécurité au château d'eau.

Mespuits



Sécurisation du mur du cimetière.



Retrouvez toute la liste des réserves parlementaires, ville par ville, sur le site www.franckmarlin.fr

Nos combats gagnés ensemble

Être un élu qui privilégie l'écoute du terrain, c'est donner la priorité aux attentes des habitants en matière de protection du cadre de vie, de transports, de sécurité, d'emplois, de santé... tout ce qui fait leur quotidien.

C'est aussi travailler avec les élus locaux, les associations, les acteurs du monde économique, de l'Education...

C'est ainsi que de nombreux succès ont pu être obtenus, comme l'accès à l'ADSL dans le Sud-Essonne alors que les opérateurs téléphoniques se consacraient uniquement aux secteurs les plus urbanisés, la rénovation de locaux scolaires tel que le collège de Guigneville, l'obtention de postes d'enseignants manquants, le maintien d'écoles, de bureaux de postes et de services publics dans nos villages... Ensemble, continuons.

Economie et emploi

Un territoire labellisé Pôles de compétitivité



Que ce soit à l'Assemblée nationale ou plus localement, Franck Marlin a toujours pour principe de défendre toutes les mesures encourageant la liberté d'entreprendre et l'innovation en raison des effets positifs sur l'emploi local. Etant aux côtés des commerçants, artisans, chefs d'entreprise, l'action de votre député s'est à la fois exprimée sur les questions de fiscalité, de Recherche et développement ou contre les lourdeurs administratives. Cet engagement s'est aussi traduit sur le terrain par la défense d'entreprises, de leurs salariés et de leurs activités comme à Altis (le Coudray-Montceaux), SNPE et Isochem (Vert-le-Petit), Faurecia... qui a été labellisée par le Pôle de compétitivité Mov'eo pour son projet de siège haute sécurité.

»» Qualité de vie

La rénovation de l'A6 obtenue !



Il aura fallu neuf ans, d'interventions, d'actions, de rencontres ministérielles pour obtenir, en 2008, le financement de la rénovation de l'A6 (de Villabé à la Seine-et-Marne) auquel le Département et la Région d'alors refusaient de participer, alors qu'ils avaient cofinancé les travaux au Nord d'Evry... C'est aussi le résultat d'une mobilisation de chacun, des associations et des élus avec qui j'ai œuvré. D'un montant de 52 millions d'euros, cette opération, qui consistait principalement à changer le revêtement en béton datant du début des années soixante, a été intégralement prise en charge par l'Etat. Ainsi, depuis fin 2015, et après 3 ans de travaux, les riverains de ces 16 kilomètres rénovés ont vu leur cadre de vie amélioré, grâce à la réduction des nuisances sonores, et les usagers de l'A6 bénéficient d'une route plus sûre. ■

SFDM - RD191 : un DEPHY relevé



Le front unanime des élus locaux, départementaux, régionaux et nationaux, des riverains et des associations contre la création de 6 quais de chargement d'hydrocarbures de la Société Française Donges Metz (SFDM) à Cerny aura eu gain de cause.

Au bout de dix années de combats, d'interventions musclées auprès des ministres successifs, la mobilisation a payé et le bon sens l'a

emporté ! Ce projet, qui aurait généré plus de 340 camions-citernes sur la RD191, a été suspendu et « n'est plus d'actualité », comme l'a indiqué la ministre de l'Ecologie à Franck Marlin le 13 mars 2015. Cela confirmait ainsi les propos du président du groupe Bolloré Energie en réponse à la démarche du Sénateur Serge Dassault.

Une victoire collective qui montre que les combats ne sont pas perdus d'avance, pour peu que l'on se mobilise tous au seul service de l'intérêt général. Mais la plus grande vigilance reste de mise ! ■

→ Marie-Claire CHAMBARET,

Maire de Cerny, Présidente déléguée du Conseil départemental :

« Lorsque Cerny a été dévastée par la grêle, Franck Marlin a été le premier présent pour aider la commune et les victimes. Il s'est montré extrêmement dynamique et disponible pour empêcher le projet de création de quais de transferts à la SFDM et pour offrir de meilleures conditions d'apprentissage à nos lycéens. Son engagement est aussi total pour les Aînés et les Anciens combattants. Il est attentif à leurs attentes, il se préoccupe réellement de leurs conditions de vie et de leur bien-être. »

»» Transports ferroviaires

Des dessertes supplémentaires pour le Sud-Essonne

Après avoir eu gain de cause en 2003, en doublant le nombre de TER directs le matin vers Paris à partir d'Etampes, une autre victoire a été obtenue fin 2013 pour les habitants du Sud-Essonne et usagers des transports publics. De nouveaux arrêts TER dans les deux sens entre Paris et les gares d'Etampes, Angerville, Monnerville

et Guillerval ont été créés. Cela faisait suite à la vaste mobilisation initiée par votre député et les élus locaux.

» Aujourd'hui, le combat continue. Pour plus de liaisons directes, de meilleures conditions de transports sur les RER C et D, pour des aires de stationnement suffisantes aux abords des gares... Autant de dossiers qui mobilisent Franck Marlin. ■

»» Agriculture francilienne

2 milliards pour l'agriculture



Un plan de soutien et de relance destiné à accompagner l'agriculture et ses filières.

Voilà le message porté par Franck Marlin qui a été entendu en 2009 par le gouvernement et qui s'est traduit par : l'attribution d'un milliard d'euros de prêt bancaire de trésorerie, 650 millions d'euros de soutien exceptionnel de l'Etat, 170 millions d'euros d'exonération de charges patronales pour les saisonniers...

» Un engagement sans faille pour le monde agricole qui s'illustre aujourd'hui par des demandes spécifiques : une pause normative, des baisses de charges, le maintien de la PAC, la simplification des démarches administratives...

» Valoriser l'agriculture locale et ses spécificités

» Cause nationale, l'agriculture est aussi un enjeu économique local.

» Franck Marlin s'est mobilisé pour accompagner les nouvelles filières, comme le chanvre,

» Favoriser les circuits courts, en introduisant les produits locaux dans les cantines.

» Développer de nouvelles activités comme les agropellets.

→ Nicolas DUFOUR, agriculteur

« Franck MARLIN a toujours défendu l'agriculture, dont il connaît les difficultés. Il est à notre écoute. Il soutient nos nouvelles filières, comme le chanvre. Pour le monde agricole, il est un relais efficace et un fidèle allié. »

» Accompagner les exploitations maraîchères et l'agriculture biologique.

» Valoriser le terroir, comme le cresson en vue de le voir inscrit au patrimoine immatériel de l'UNESCO, à l'échelle internationale...

» Un nouveau port fluvial céréalier

Le port Saint-Nicolas de Corbeil-Essonnes ne répondait plus aux besoins de transport de céréales issues de notre région. En 2012, un projet a été élaboré, avec la Coopérative Sud-Essonne et le soutien du sénateur Serge Dassault. Deux ans plus tard, sur un terrain idéalement situé en bord de Seine et proche de grands axes routiers, le premier port céréalier d'Ile-de-France ouvrait ses portes et offrait de nouveaux débouchés à notre agriculture ! ■



»» Service public

Préservons cette proximité

Ballancourt-sur-Essonne, Menecy, Maisse, Pussay, Châlo-Saint-Mars, Champcueil, Méréville... autant de communes pour lesquelles Franck Marlin est intervenu pour éviter la fermeture des bureaux de Poste.

» D'autres services, comme les Centres et les perma-

nences de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et de la Sécurité sociale ont également bénéficié des interventions. Trop souvent, les regroupements envisagés étaient faits au détriment des habitants...

» De même, en matière de sécurité, Franck Marlin s'est battu pour obtenir des renforts au sein des bri-

gades de gendarmerie d'Angerville, Méréville, Ballancourt-sur-Essonne, Guigneville et Menecy. Ils ont été obtenus.

» Dans le même esprit, il a combattu les projets de fermeture de centres de secours et d'incendie, comme à Boissy-le-Cutté, ou la restriction de moyens humains et matériels. ■

»» À l'Assemblée nationale

Un engagement fort au service de grandes causes

» Pour un label « Fabriqué en France » afin de soutenir le savoir-faire français et l'emploi local.

» Pour une politique de sécurité routière préventive et non répressive des usagers de la route (automobilistes, motards...). Stop aux radars mobiles, Non à la privatisation des contrôles routiers !

» Pour la parité salariale homme-femme.

» Pour un plan de soutien à l'agriculture...

Votre député s'est aussi mobilisé :

» Pour la défense du pouvoir d'achat et des retraites.

» Pour les hôpitaux publics et les professionnels de la santé.

» Pour la défense du patrimoine militaire (véhicules de collection, musées privés).

» Contre la défiscalisation des heures supplémentaires.

» Pour la fin des régimes spéciaux de retraite et l'alignement des retraites publiques/privées.

» Contre le regroupement familial systématique et pour la révision de l'aide médicale d'Etat pour les étrangers en situation irrégulière.

» Contre la loi HADOPI.

» Pour le droit à réparation pour tous les pupilles de la Nation et une juste reconnaissance des revendications des Anciens combattants.

» Contre la hausse de la TVA qui pénalise artisans, commerçants, TPE...

» Pour la formation et l'apprentissage en entreprise...

L'action de Franck Marlin, c'est aussi

Près de 700 questions écrites au cours des 4 dernières législatures sur des problématiques et des dossiers d'intérêts locaux et nationaux. Plus de 3 200 amendements aux projets et propositions de loi examinés dans l'hémicycle. Plus de 440 propositions de loi, qui ont reçu le soutien d'un grand nombre de collègues et de nombreuses associations nationales.

ÉTAMPES

Parlementaire ou fonctionnaire F. Marlin veut imposer un choix

Le député-maire d'Etampes plaide pour une meilleure représentativité de la société au sein des chambres du parlement.

Le député de la 2^e circonscription de l'Essonne a réagi à la nomination de Dominique Voynet en tant qu'inspectrice générale des affaires sociales

cette période de défiance à l'égard de la classe politique, ce sont des décisions choquantes et regrettables qui nuisent encore un peu plus à l'image de notre démocratie. Il faut aujourd'hui et très rapidement y mettre un terme. On ne peut exiger des efforts incroyables aux Français et, dans le même temps, s'en

Le Républicain, 24 avril 2014



»» Nos combats continuent. Nos priorités pour demain.

« La question de la qualité de vie est un enjeu central. Redonner aux territoires ruraux et périurbains l'importance qui est la leur au sein de l'Île-de-France, préserver leurs spécificités, anticiper les évolutions démographiques, économiques et sociales à venir, tout en protégeant le cadre de vie, tels sont les défis à mener ensemble. Cela passera par une opposition ferme au projet

de création d'une ligne TGV, la révision des couloirs aériens pour moins de nuisances, la poursuite de la lutte contre la décharge de Saint-Escobille. Cela doit passer, aussi, par une véritable politique de la ruralité et de l'aménagement du territoire créateur d'emploi et de mieux vivre, l'accès à la fibre optique pour le très haut débit en tout lieu, la valorisation de notre agriculture et des circuits courts... »

Nous devons nous déplacer en toute liberté et sécurité



» Augmenter le nombre de bus et les transports à la demande entre les villes et villages, prendre en considération le caractère structurant des RDI91 et 837 comme liaisons transversales entre les Yvelines et la Seine-et-Marne, rendre enfin les tronçons franciliens de l'A10 gratuits pour réduire le nombre de poids-lourds sur la RN20 et améliorer les conditions de transport et de sécurité pour les habitants du Sud-Essonne.

Santé publique : l'Etat doit nous accompagner



» Face à une désertification médicale grandissante et inacceptable, le député est passé à l'offensive, en étroite collaboration avec les professionnels de santé et les élus locaux. En cours, la création

d'un « Contrat Local de Santé » porté par le centre hospitalier du Sud Essonne afin de garantir la présence de spécialistes et professionnels de santé et développer l'offre de soins, la mise en place de réseaux « ville-hôpital »... L'Etat doit nous accompagner.

Nous avons de grands projets pour le développement économique, l'emploi et la formation



» En tant que 3^e pôle économique du département, le Sud-Essonne doit avoir toute sa place dans les politiques de la Région et de l'Etat. À l'initiative de Franck Marlin, de grands projets ont été engagés pour obtenir des filières de troisième cycle et un 3^e lycée au niveau de la

circonscription, pour construire de nouvelles voies d'accès aux zones d'activités et industrielles, pour développer des pôles de recherche et de développement autour des spécificités du territoire notamment agricoles et artisanales...

Défendons ce qui est juste !

Aires de grand passage : nous sommes dans notre bon droit

L'Etat veut imposer la réalisation de 5 aires d'accueil pour 200 caravanes des gens du voyage en Essonne. Pourquoi pas ? Sauf que le schéma départemental adopté par l'ancienne majorité du Conseil départemental ne respecte pas la loi ! Pour Franck Marlin, les élus locaux, et les milliers d'habitants ayant signé une pétition, le droit doit d'abord être respecté. La procédure en cours doit donc être suspendue. C'est ce qui a été demandé au Préfet de l'Essonne.

En revanche, l'absence d'une telle aire ne doit pas justifier les occupations illécites et intolérables de terrains privés ou publics. Le droit de propriété doit être respecté avant tout. ■

→ Jacques JOFFROY, Maire de Chevannes : « Nous menons un combat commun avec Franck Marlin qui est légitime. Avec les habitants de ma commune, je mesure la force et l'importance d'avoir un député à nos côtés. »

Qui peut vivre à 500 m d'une éolienne ?

C'est tout le sens de l'action menée par les élus qui refusent l'implantation de parcs éoliens à Angerville et Boissy-la-Rivière. Un nouveau recours sera déposé contre la prolongation des permis de construire pour les deux parcs d'Angerville qui vient d'être délivrée par les services de l'Etat. Déterminés, d'autres actions sont d'ores et déjà prévues pour mettre en échec ces projets dont personne ne veut. ■

Département / Région : ils l'ont promis, ils nous le doivent



- »» Nous exigeons :
- »» L'extension-restructuration du collège Marie-Curie (Etampes).
- »» Plus de moyens matériels, plus de personnel enseignant, plus de sécurité au collège Hubert-Robert (Méréville).
- »» La restructuration du lycée professionnel Alexandre-Denis (Cerny) pour accueillir des filières générales... on y veille !
- »» La construction d'un 3^e lycée d'enseignement général pour répondre à la saturation de ceux d'Etampes et de Mennecy.
- »» Le financement de la déviation du parc SudEssor (1,6 M€).
- »» Des dessertes TER supplémentaires, le doublement du parc relais d'Etampes.
- »» Le Très Haut Débit pour tous...

Lu dans la presse

F. Marlin défend la proximité et les sapeurs-pompiers

Le député-maire d'Etampes continue d'afficher son soutien aux sapeurs-pompiers. Il vient de cosigner une proposition de loi présentée par son collègue Pierre Morel-A-L'Huissier pour préserver le maillage territorial des centres d'incendie et de secours en France. « Le réseau des CIS est irremplaçable pour l'efficacité du service public », rappelle le texte. Franck Marlin a également envoyé un courrier au président du SDIS de l'Essonne pour lui demander de suspendre sa décision de mettre fin à la prise en charge de la cotisation au CNAS pour les agents retraités du SDIS : « Cette décision suscite une légitime émotion (...). Aussi, il me paraît essentiel de suspendre votre décision et d'ouvrir un dialogue afin d'aboutir à un choix concerté et juste ». **ITV.**

Le Républicain, 10 mars 2016

Permanences :

»» Rencontrez votre député lors de ses permanences tenues dans 12 communes de la circonscription : Angerville, Ballancourt-sur-Essonne, Chevannes, Etampes, Itteville, La Ferté-Alais, Le Coudray-Montceaux, Mennecy, Méréville, Milly-la-Forêt, Pussay et Saclas. Retrouvez la liste et les horaires de ses permanences sur : www.franckmarlin.fr

Rester informé :

»» Retrouvez sur votre ordinateur, votre tablette ou votre mobile, toute l'activité et les actualités de votre député sur le site : www.franckmarlin.fr

Contactez votre député

»» Palais Bourbon, 75355 PARIS 07 SP
»» contact@franckmarlin.fr
»» 01.40.63.69.33
»» twitter.com/franckmarlin